

Les crédits

«tien, en ce qui nous concerne, a été dur, mais inéquitable.» C'est la perception que les agriculteurs québécois, notamment, ont de ce Budget.

Qu'est-ce qu'on a réservé aux grandes banques qui déclarent 3,5 milliards de dollars de profit en une seule année? On va chercher un maigre 100 millions additionnels et on dit que c'est un impôt provisoire étalé sur 18 mois.

• (1645)

Je sais très bien que les grandes banques comptent parmi les plus grandes contributions à ce parti. Il y avait le Parti conservateur, mais comme ils ont disparu, je n'en parle pas.

Alors, je suis d'accord qu'il faut réduire le déficit. Mais avant de s'en prendre injustement aux agriculteurs, je voudrais ajouter pour mon collègue de Malpèque qu'en 1988-1989—et je termine là-dessus, madame la Présidente—les dépenses dans le secteur agroalimentaire, en pourcentage des dépenses totales du gouvernement fédéral représentaient 3,5 p. 100. En 1994-1995—on vient de terminer—elles représentaient 1,6 p. 100; et la projection pour 1996-1997 est de 1,2 p. 100. Alors, je ne suis pas fier de la façon dont ce gouvernement a traité et va traiter l'agriculture au Canada.

M. Assad: Madame la Présidente, je pense qu'il est nécessaire d'apporter une correction. Mon collègue d'en face a mentionné qu'en 1984, le gouvernement libéral a quitté le pouvoir en laissant une dette de 250 milliards. La dette n'était pas de 250 milliards, mais de 160 milliards. C'est une grosse différence, surtout qu'en 1984, la dette, quand on regarde l'économie canadienne, était une des moins lourdes des pays industrialisés. Donc, je trouve un peu curieux qu'on cite des chiffres inexacts. Il pourrait examiner les faits.

Deuxièmement, il a mentionné que M. Rivard, président des producteurs laitiers, a dit qu'il s'agissait d'un Budget dur. C'est vrai qu'il est assez dur, mais il faut se rappeler que c'est un gouvernement libéral qui a conduit l'industrie laitière au niveau où elle se situe aujourd'hui. Avec le contingentement du lait, les exploitants de fermes laitières au Québec sont devenus parmi les plus riches de nos agriculteurs. Il faut donc regarder les deux côtés de la médaille.

Je dirais à mon collègue d'en face qu'il faudrait qu'il soit assez précis lorsqu'il veut citer des chiffres, parce qu'il y a des conséquences.

La présidente suppléante (Mme Maheu): Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera, à l'heure de l'ajournement, ce soir, à savoir: l'honorable député de Verchères—Le commerce international; l'honorable député de Cumberland—Colchester—La santé; et l'honorable député de Lévis—Le programme Stratégie Jeunesse.

Nous reprenons le débat avec l'honorable député de Lotbinière.

M. Jean Landry (Lotbinière, BQ): Madame la Présidente, je prends la parole aujourd'hui afin de traiter d'un secteur capital de notre économie qu'est l'agriculture.

L'opposition officielle profite de cette journée consacrée à l'agriculture pour remettre les pendules à l'heure en ce domaine. Je ne serais pas surpris qu'en face, certaines personnes aient oublié d'ajuster leur montre en fin de semaine.

Notre tâche sera donc de donner l'heure juste à ce gouvernement, dont le dernier Budget a laissé un goût pour le moins amer dans la bouche des agriculteurs du Québec.

Le dernier Budget prouve, encore une fois, que ce gouvernement est inéquitable.

On a à nouveau été témoins de la politique deux poids, deux mesures avec les mesures compensatoires appliquées dans l'Ouest à la suite de l'abolition des subventions du Nid-de-Corbeau. La position de notre parti est claire: nous sommes d'accord avec l'abolition de cette subvention qui créait des distorsions dans le transport céréalier.

Par contre, nous dénonçons les mesures compensatoires de 2,2 milliards de dollars versées aux producteurs de l'Ouest. En reniant ses engagements, le gouvernement fédéral crée des tensions entre les producteurs de l'Est et de l'Ouest et crée de nouvelles distorsions sur les marchés. À la suite de l'abolition de la subvention, les producteurs céréaliers des régions éloignées seront tentés de vendre à rabais leur production sur le marché intérieur. Sinon, ils devront défrayer les coûts de transport pour l'exportation. Cela se traduira par une baisse des prix des céréales dans l'Ouest et une hausse des prix dans l'Est, puisque les nouveaux prix refléteront les coûts réels de transport.

• (1650)

De plus, les producteurs de viande et de lait de l'Est seront doublement pénalisés vis-à-vis leurs concurrents de l'Ouest, eux qui utilisent des céréales pour l'alimentation animale.

Mon intention n'est pas de m'attaquer aux producteurs de l'Ouest. C'est le fédéral, et personne d'autre, qui perturbe les marchés domestiques par l'application des mesures compensatoires dans l'Ouest uniquement. Le gouvernement créait un déséquilibre avec le Nid-de-Corbeau et il crée un nouveau déséquilibre en l'abolissant. Il aurait dû soit couper la subvention, mais sans compensation, ou la couper en compensant équitablement tous les producteurs. C'est sans doute trop demander à des gens qui, comme d'habitude, ont posé des gestes sans se soucier des répercussions.

Suite au Budget Martin, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire verra son enveloppe budgétaire passer de 2,1 à 1,7 milliard de dollars au cours des trois prochaines années. Deux mille postes seront abolis suite à ces réductions.

Plutôt que de réduire le budget de l'agriculture de cette façon, pourquoi le fédéral ne transfère-t-il pas ses ressources aux provinces? Celles-ci pourraient rationaliser les dépenses en tenant compte, elles, des programmes qu'elles administrent déjà. Le fédéral n'a qu'à se retirer de ce champ de compétence provinciale. Il s'agit à nouveau d'un beau cas de dédoublement où deux paliers de gouvernement vont jusqu'à se concurrencer sur le dos